Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

11 mars 2005
N°284 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

L'ADMINISTRATION BUSH II

Robert B. Zoellick, maître d'œuvre de la globalisation

Robert B. Zoellick, nouveau n°2 du secrétariat d'État, a été présenté à tort comme un partisan du multilatéralisme. Il est en réalité le théoricien et le stratège de l'usage des accords économiques multilatéraux partiels de manière à briser les consensus au sein des organisations internationales. Pour lui, le libre-échange n'est pas un idéal, mais une arme permettant de détruire les économies dirigées et de privatiser les services publics. Rien ne doit faire obstacle à l'édification d'un monde unipolaire, à l'expantionnisme économique états-unien, à la globalisation.

page 2

Israël en débat à Londres

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Force est de constater que Tony Blair a intégralement adopté, sur la situation israélo-palestinienne, le point de vue de Washington. Il valide le présupposé selon lequel le seul obstacle à la paix est imputable aux Palestiniens. Il propose donc d'aider à lutter contre le terrorisme en soutenant Ariel Sharon. Ce point de vue n'est pas partagé par Ken Livingstone qui estime que la place du Premier ministre israélien est en prison.

page 6

REPÈRE : 11 MARS 1793

À Machecoul, la guerre de Vendée s'enflamme

Confrontée à la coalition austro-anglaise qui menace d'attaquer la France, le 10 mars 1793, l'assemblée de la Convention crée le Tribunal révolutionnaire et ordonne la levée en masse, dans tout le pays, de 300 000 hommes. Des registres sont ouverts dans chaque commune pour l'inscription des volontaires et si ceux-ci font défaut, les autorités tirent au sort parmi les jeunes hommes célibataires. Ce principe de la réquisition scandalise la population. Dans le bocage vendéen, les paysans attaquent les bureaux. Le 11 mars 1793, des habitants de Machecoul, (Loire-Atlantique) venus libérer des « *refusants* » arrêtés la veille, envahissent la ville et massacrent sauvagement des prêtres constitutionnels ainsi que 300 bourgeois et miliciens de la Convention. Ils constituent un Comité royal et proclament : « *Le peuple du Pays de Retz... déclare... qu'il ne reconnaît et ne reconnaîtra jamais que le Roy de France pour son seul et légitime souverain... qu'il ne reconnaît plus la prétendue Convention nationale, ni les départements, ni les districts...* ». C'est le début des guerres de Vendée qui feront plus de 100 000 morts. ■

LES ÉTATS-UNIS FERMENT UNE NOUVELLE PORTE À LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE

La secrétaire d'État Condoleezza Rice a fait part lundi à Kofi Annan, secrétaire général des Nations-Unies, de la décision des États-Unis de se retirer du Protocole donnant droit à la Cour internationale de justice (photo) de statuer sur les affaires judiciaires internes impliquant des ressortissants d'autres États. Ce Protocole venait s'ajouter à une Convention plus large, qui autorise les détenus étrangers à bénéficier de l'aide de leur service consulaire en cas d'ennuis judiciaires, dont les États-Unis affirment qu'ils ne souhaitent pas se désengager pour le moment.

Cette décision est l'aboutissement d'un long travail de sape entrepris par l'actuel secrétaire à la Justice, Alberto Gonzales, depuis le moment où il était conseiller juridique du gouverneur du Texas, George W. Bush. Il avait alors préconisé la violation de la Convention de Vienne garantissant les droits des justiciables étrangers à un procès équitable et favorisé ainsi plusieurs condamnations à mort de détenus incapables de se défendre seuls. Saisie par le Mexique, la Cour de La Haye avait arbitré le litige, le 31 mars 2004, et enjoint les États-Unis de renoncer aux exécutions et de réviser sous un an les procès litigieux. Refusant d'appliquer la décision des magistrats, les États-Unis dénoncent donc ce Protocole. Les condamnés pourront être exécutés. ■

L'administration Bush II

Robert B. Zoellick, maître d'œuvre de la globalisation

Robert B. Zoellick, nouveau n°2 du secrétariat d'État, a été présenté à tort comme un partisan du multilatéralisme. Il est en réalité le théoricien et le stratège de l'usage des accords économiques multilatéraux partiels de manière à briser les consensus au sein des organisations internationales. Pour lui, le libre-échange n'est pas un idéal, mais une arme permettant de détruire les économies dirigées et de privatiser les services publics. Rien ne doit faire obstacle à l'édification d'un monde unipolaire, à l'expantionnisme économique états-unien, à la globalisation.

Le presse européenne a salué avec satisfaction la nomination de Robert B. Zoellick comme secrétaire d'État adjoint, le 7 janvier 2005. Elle y a vu un signe d'apaisement de l'administration Bush et de retour au multilatéralisme.

Continuant sur cette lancée, elle a applaudi les tournées européennes de Condoleezza Rice et George W. Bush, s'efforçant d'y voir un renouveau des relations transatlantiques malgré les 100 000 morts de la crise irakienne.
Cette analyse nous paraît erronée : comme on le lira dans le portrait ci-dessous, M. Zoellick n'est pas multilatéraliste par principe, mais occasionellement par pragmatisme ; sa nomination n'a pas pour but d'infléchir la politique étrangère des États-Unis, mais correspond à la transformation du département d'État ; enfin, la nomination de John Bolton comme ambassadeur à l'ONU, deux mois plus tard, manifeste sans ambiguïté le refus définitif du multilatéralisme.

Robert B. Zoellick est né en 1953 dans l'Illinois. Il a suivi des études de droit et de sciences politiques à Harvard. À sa sortie de l'université, il débute comme juriste au département de la Justice, puis à la Cour d'appel de Washington D.C.. En 1985, il rejoint le cabinet de James Baker III [1], alors secrétaire au Trésor. Lorsque Baker devient secrétaire d'État, en 1989, Zoellick le suit. Il participe alors aux premières négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) [2] et au lancement du Forum de coopération économique Asie Pacifique [3]. Toujours dans le sillage de Baker, devenu secrétaire général de la Maison-Blanche, il est nommé assistant spécial du président George H. Bush (le père). Il est son représentant lors des difficiles négociations avec l'Union européenne pour sauver l'Uruguay Round (ancêtre de l'OMC) et le sherpa présidentiel aux sommets de G7 de Londres (1991) et de Munich (1992). Il est surtout, dans cette période, le principal artisan de l'unification allemande et du remodelage de l'Europe.

Après la défaite électorale de 1992, les républicains retournent au secteur privé. Bush et Baker prennent en main le Carlyle Group [4]. Zoellick, lui, atterit chez Fannie Mae, la société de construction de maisons individuelles.
Simultanément, il entre au conseil d'administration et à la direction de plusieurs sociétés. On le trouve ainsi à la direction de Goldman Sachs, administrateur d'alliance capital, de Jones Intercable (câblage de distribution TV), de Said Holding (sécurité des systèmes de communication) et du Precursor Group (conseil pour fonds de placement). En outre, il est conseiller de Viventures/Vivendi Universal et Enron, deux sociétés qui truqueront leurs comptabilités et connaîtront de gigantesques déboires financiers.

À ses heures perdues, Robert B. Zoellick administre le German Marshall Fund [5] et l'Eurasia Foundation (une ONG paravent de l'USAID et co-présidée par James Baker III). De plus, il enseigne l'histoire militaire et la sécurité nationale à l'Académie navale. Surtout, il assure la direction de l'Aspen Strategy Group [6] , qui rassemble les personnalités les plus cultivées du tout-Washington. Une fonction qu'il abandonnera au profit de Philip D. Zelikow, comme lui ami de l'universitaire Condoleezza Rice.

En 1998, Zoellick se rapproche d'un groupe de républicains pour préparer la reconquête du pouvoir. Au sein de l'American Enterprise Institute [7] de Dick Cheney, il participe à l'élaboration d'un programme destiné non pas au grand public, mais aux donateurs. Ce groupe de travail prend le titre de Projet pour un nouveau siècle américain [8]. Il signe alors des textes pressant le président Clinton de prendre ses responsabilités et d'en finir avec l'Irak.
Il publie un article dans *Foreign Affairs*, la revue du Council on Foreign

Relations, où il présente ses propositions pour la politique étrangère du prochain mandat [9]. Pour lui, l'échec de la conférence de l'OMC à Seattle montre que Bill Clinton a commis une erreur en acceptant de lier les questions sociales et environnementales aux négociations de libre-échange. Il conviendra par la suite de promouvoir les intérêts économiques des États-Unis, en appuyant leur revendications économiques de pressions militaires. C'est le retour de ce que l'on appelait au XIXe siècle la « *politique de la cannonière* », ou au XXe « *la politique du gros bâton* ».
Surtout, il tente de se fondre dans un groupe restreint de conseillers, animé par Condoleeezza Rice, qui forme le gouverneur George W. Bush (le fils) pour en faire un candidat acceptable à la présidence des États-Unis : « les Vulcains ». Mais la greffe prend difficilement car Zoellick est le seul membre du club à ne pas avoir d'expérience au Conseil national de sécurité, ni au Pentagone.
Enfin, lorsque le scrutin est contesté en Floride, le candidat Bush désigne le fidèle James Baker III pour représenter ses intérêts. Et celui-ci se fait naturellement assister par Robert B. Zoellick.

Quoi qu'il en soit, George W. Bush est reconnaissant de ceux qui l'ont fait nommer par la Cour suprême à défaut d'être parvenus à le faire élire par ses concitoyens, et il nomme Zoellick comme conseiller et représentant spécial pour toutes les négociations économiques.
Il tire les conclusions de l'échec de l'OMC à Seattle et de l'opposition du Venezuela [10] à la Zone de libre-échange des Amériques [11].
Dans un article publié par le *Wall Street Journal* [12], il écrit : « *Que doivent faire les États-Unis si les autres nations choisissent le protectionnisme ? Au regard des procédures de l'OMC, une nation peut bloquer tout progrès. Ce serait une grave erreur de laisser une seule nation opposer un veto à la dynamique du libre-échange global créée par les États-Unis (...) La stratégie est simple : les États-Unis impulsent une compétition dans la libéralisation* » [13]. Pour lui, les choses sont claires : le libre-échange n'est pas un objectif en soi, même si c'est un slogan commode ; c'est un moyen pour mettre fin aux économies dirigées, pour privatiser les services publics ; bref pour casser les États qui résistent à l'expansion économique de l'Empire. Dans cet état d'esprit, il pousse à la conclusion d'accords multilatéraux partiels pour conduire par étapes à la mise en place de l'Accord général sur les services (AGCS) [14] qu'il s'avère impossible de faire adopter directement par l'OMC.

Il est donc faux de présenter M. Zoellick comme un partisan du multilatéralisme sur la base des nombreux accords commerciaux qu'il a négociés. Pour lui, négocier avec un partenaire n'a d'intérêt que pour faire pression sur un tiers. Sa nomination au département d'État, comme adjoint de Condoleezza Rice, doit être interprétée comme la volonté d'utiliser au maximum l'arme diplomatique pour briser les alliances qui pourraient se former face à l'expantionnisme états-unien. La méprise qui a entouré sa promotion s'explique par une erreur d'analyse antérieure : les Européens de l'Ouest, dépités de leur perte d'influence, se sont efforcés de croire que le

problème du monde de l'après-Guerre froide était l'hyperpuissance états-unienne et son unilatéralisme, alors qu'il s'agit simplement d'un expantionnisme qui ne rencontre plus d'opposition à sa mesure. De ce point de vue, Robert B. Zoellick participe au remodelage du monde autour d'un pôle unique. Il incarne l'expantionnisme économique total, en un mot : la globalisation.

---

[1] « James Baker III, un ami fidèle », *Voltaire*, 16 décembre 2003.

[2] North American Free Trade Agrement (NAFTA), Tratado de Libre Commercio de America del Norte (TLCAN).

[3] Asian Pacific Economic Cooperation Forum (APEC).

[4] « Le Carlyle Group, une affaire d'initiés », *Voltaire*, 9 février 2004.

[5] « Le German Marshall Fund : un reliquat de la Guerre froide ? », *Voltaire*, 5 octobre 2004.

[6] « L'Institut Aspen élève les requins du Business », *Voltaire*, 2 septembre 2004.

[7] « L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche », *Voltaire*, 21 juin 2004.

[8] Project for a New American Century (PNAC).

[9] « Campaign 2000 : A Republican Foreign Policy » par Robert B. Zoellick, *Foreign Affairs*, janvier 2000.

[10] « Chavez veut mener la résistance », *Voltaire*, 26 novembre 2003.

[11] Free Trade Area of the Americas (FTAA), Area de Libre Commercio de las Americas (ALCA).

[12] « Our Credo : Free Trade and Competition » par Robert B. Zoellick, *The Wall Street Journal*, 10 juillet 2003.

[13] « *So what should the U.S. do if other nations choose protectionism over free trade ? Under the WTO's procedures, one nation can block progress. It would be a grave mistake to permit any one country to veto America's drive for global free trade (…) The strategy is simple : The U.S. is spurring a competition in liberalization* ».

[14] « L'AGCS, arme économique de l'Empire », *Voltaire*, 11 mars 2003.

FOCUS

Israël en débat à Londres

Analyse

Dans une interview à *Der Standard*, le ministre israélien et philosophe préféré de George W. Bush, Natan Sharansky, se réjouit de l'impact de sa pensée sur la politique états-unienne. La démocratie est en train de progresser partout affirme-t-il et il y a un effet boule de neige de l'Ukraine et de l'Irak sur le monde arabe. Tout cela est dû au discours de George W. Bush en soutien aux dissidents arabes, rédigé sur son conseil.

L'une des justifications de l'alignement de Tony Blair sur la politique de George W. Bush a longtemps été la possibilité de peser sur les choix des États-Unis en échange d'un soutien sans faille. L'influence britannique devait notamment se manifester sur la question israélo-arabe. Il n'en fut rien. Ce sont les problématiques états-uniennes qui ont prévalu sur cette question comme sur les autres. Le simple ministre israélien pour la Diaspora, Natan Sharansky, a eu plus de poids sur ces questions que le Premier ministre du Royaume-Uni, Tony Blair. _Celui-ci revient dans l'*Asahi Shimbun* sur sa politique et sa perception de la situation israélo-palestinienne. Force est de constater qu'il a adopté intégralement le point de vue de Washington. Ce texte, tout comme la conférence du 1er mars à Londres, est ainsi la validation du présupposé selon lequel le seul obstacle à la paix est palestinien. Aussi, comme s'est longtemps plu à le marteler Natan Sharansky, il faut réformer l'Autorité palestinienne pour la démocratiser et la pousser à lutter contre le terrorisme. C'est ce que propose Tony Blair, tout en demandant de soutenir Ariel Sharon, présenté comme un homme de paix pour le retrait de Gaza.
Ce point de vue ne semble pas être partagé par Ken Livingstone, le maire travailliste de Londres, qui fait l'objet d'attaques virulentes dans la presse britannique suite à une altercation avec un journaliste de l'*Evening Standard*. Il est la cible du Conseil représentatif des juifs de Grande-Bretagne après avoir comparé l'attitude d'un journaliste qui l'interviewait à celle d'un gardien de camp de concentration. Il s'était avéré que le journaliste était juif. Suite à la

campagne mené contre lui, le maire de Londres a précisé sa pensée dans une tribune publiée dans *The Guardian*, le 4 mars. Ken Livingstone dément être antisémite et estime que le Conseil représentatif des juifs de Grande-Bretagne l'attaque uniquement car il condamne la politique israélienne. Il affirme, en effet, qu'Ariel Sharon est un criminel de guerre et que sa place est en prison. Il condamne l'instrumentalisation de l'antisémitisme par Israël et les organisations qui soutiennent ses gouvernements. L'antisémitisme a d'abord servi à diaboliser les Palestiniens, puis tous les musulmans et enfin tout ceux qui s'attaquent à Israël. Cette tribune on s'en doute n'a fait que redoubler les critiques contre « Ken le rouge ». L'ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni, Zvi Heifetz lui répond d'ailleurs dans le même quotidien en réutilisant la vulgate habituelle. Il réaffirme qu'Israël est un pays-victime qui ne fait que se défendre et qu'on assiste aujourd'hui à une déferlante antisémite en Europe que M. Livingstone ne fait qu'attiser.

C'est à un tout autre type de critique que se livre la journaliste israélienne Daphna Baram, le lendemain, dans les mêmes colonnes. Pour elle, Ken Livingstone énonce une évidence : Ariel Sharon est sans aucun doute un criminel de guerre. Son action personnelle depuis 1953 est une succession de crimes. Toutefois, cette accusation s'applique de la même façon à Tony Blair compte tenu de son action en Irak. Aussi, Livingstone doit aller au bout de sa démarche et dénoncer son Premier ministre pour les meurtres qu'il a ordonnés.

Dans le *Daily Star*, Gunther Altenburg, secrétaire général adjoint de l'OTAN, souligne l'implication croissante de son organisation au Proche-Orient. Il se félicite du développement des partenariats avec les pays de la région et déclare que l'Alliance est disponible pour aider à la résolution du conflit israélo-palestinien. Cette offre de service est présentée au nom de la stabilisation d'une région stratégique où se concentreraient les menaces qui planent sur l'Occident. Il s'agit-là d'une justification classique et d'autant plus pratique que cette menace est floue. Gunther Altenburg répète ce présupposé, mais ne prend pas la peine d'expliquer en quoi cette région est un problème de sécurité pour l'Europe et l'Amérique du Nord. Toutefois, comment justifier qu'une alliance définie juridiquement comme défensive s'investisse en tant que supplétive des troupes états-uniennes si on n'agite pas la menace ?

Isabelle François, chargée de la communication de l'OTAN en Russie agite elle aussi une menace floue afin de rassurer les Russes sur l'extension de l'OTAN. Dans *Nezavissimoie Voïennoie Obozrenie* le supplément militaire hebdomadaire de *Nezavissimaïa Gazeta*, elle se livre à un difficile exercice de propagande auprès d'une opinion méfiante. Elle cherche à démontrer que l'élargissement de l'OTAN à l'Est n'est pas une menace pour la Russie. De même, l'implication de l'Alliance dans les affaires proches-orientales, au nom de la démocratie, n'est pas une ingérence dans les affaires d'États souverains ayant une importance stratégique pour la Russie. À la croire, tout cela n'est qu'une façon de stabiliser la région et de lutter contre cette menace qui entre en Russie via Internet. Contre ces fameux dangers, elle appelle à un partenariat OTAN-Russie et regrette qu'il ne soit pas plus développé à cause des lourdeurs bureaucratiques russes.

Réseau Voltaire

Natan Sharansky

Ancien dissident soviétique, Natan Sharansky est président et fondateur du parti Yisrael B'Alyia Anglos, membre de la coalition au pouvoir en Israël. Il est ministre sans portefeuille du gouvernement d'Ariel Sharon.

« Les dissidents arabes ont entendu le président Bush »

Source : Der Standard
Référence : « Die arabischen Dissidenten hörten Präsident Bush », par Natan Sharansky, *Der Standard*, 9 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le livre que j'ai écrit, *The Case for Democracy*, a été cité par le président américain. Il rassemble les idées sur lesquelles je réfléchis, j'écris et je parle depuis 30 ans. Jusqu'à présent je n'avais pas réussi à les imposer. La ligne politique était : nous ne pouvons pas décider pour les autres comment ils doivent vivre, mais nous pouvons affirmer que des dictateurs sont alliés contre nous. Le président George W. Bush a lu mon livre et il m'a également dit que je résumais bien ce qu'il pensait ; que la liberté est pour tout le monde, c'est un cadeau de Dieu. Nous avons parlé des dissidents, je lui ai dit qu'il est important de leur parler comme l'avait fait Ronald Reagan au temps de l'Union Soviétique, ce fut un grand encouragement pour nous. Bush a donc puisé quelques idées dans mon livre et il s'est adressé aux dissidents des régimes totalitaires. Ce que nous observons actuellement au Proche-Orient, en Irak, à Beyrouth, en Syrie, en Egypte est l'effet de son discours sur les dissidents.

Le chemin vers la démocratie est un processus long, dire que la démocratie et les Arabes ne vont pas ensemble, ce que j'ai entendu des milliers de fois, est une forme de racisme, c'est ce que l'on disait de la Russie quand j'étais moi-même russe. On me demande où sont les dissidents. Il en reste de moins en moins, ils ont été éliminés. Plus le monde s'occupera d'eux, plus ils seront nombreux. Ce qui est sûr, c'est que dès que la première démocratie arabe verra le jour, tout sera différent. J'ai longtemps espéré que les Palestiniens seraient cette première nation démocratique ; cela n'a pas marché car nous avons essayé d'apporter la paix en soutenant un dictateur corrompu. Désormais il y a un espoir pour que l'Irak soit cette première démocratie arabe. Tout est logiquement lié : l'Irak, l'Ukraine, les messages forts de Bush, les gens ont moins peur, c'est l'effet boule de neige.

Tony Blair

Tony Blair est le Premier ministre travailliste britannique.

« Saisir l'opportunité au Moyen-Orient »

Source : Asahi Shimbun
Référence : « Grab the opportunity for Middle East peace », par Tony Blair, *Asahi Shimbun*, 10 mars 2005.

Le conflit entre Israël et ses voisins arabes est l'une des crises les plus anciennes à laquelle fait face la communauté internationale et elle nuit aussi bien aux Israéliens qu'aux Palestiniens.

Il ne peut pas y avoir de compromis avec les terroristes et je condamne l'attentat du 25 février 2005. Ce crime souligne que l'Autorité palestinienne doit faire des efforts pour combattre le terrorisme. Je soutiens l'action du président Mahmoud Abbas dans ce domaine. Sans sécurité, il ne saurait y avoir de progrès. Notre défi est de travailler ensemble pour parvenir à un accord final. Cela requiert des négociations patientes. Je pense que les choses peuvent évoluer positivement et c'est pour cela que j'ai organisé une grande réunion à Londres le 1er mars.

Le 12 novembre à Washington, George W. Bush et moi avons également proposé un plan en cinq points :

- Se réengager en faveur de la solution des deux États.
- Soutenir les élections démocratiques palestiniennes.
- Mobiliser des soutiens internationaux en faveur du développement économique palestinien.
- Soutenir le retrait de Gaza et de certaines parties de la Cisjordanie, décidé par Ariel Sharon. Cela ne doit cependant qu'être une première étape.
- S'appuyer sur les quatre premiers points pour permettre un retour à la confiance et relancer la " feuille de route ".

Je veux voir tout cela se réalisé et je crois que les Palestiniens et les Israéliens le veulent aussi.

Ken Livingstone

Ancien député britannique travailliste aujourd'hui dissident du New Labour, Ken Livingstone est maire de Londres.

« Cela concerne Israël, pas l'antisémitisme »

Source : The Guardian
Référence : « This is about Israel, not anti-semitism », par Ken Livingstone, *The Guardian*, 4 mars 2005.

Le racisme est une idéologie réactionnaire qui a servi à justifier les plus grands crimes de l'Histoire. C'est pour cela que c'est une idéologie que je déteste. Aucun commentateur sérieux n'a estimé que je puisse avoir fait des commentaires antisémites. Je considère que l'Holocauste est le pire crime du siècle dernier et que la contribution de la population juive dans la civilisation humaine est extraordinaire. Je reconnais également le poids de la contribution juive au développement de Londres et, en tant que maire, j'ai lutté contre les attaques antisémites dans ma ville.

Dans les années 70, j'ai travaillé avec le Conseil représentatif des juifs de Grande-Bretagne contre le National Front. Les problèmes avec le Conseil ont commencé quand, lorsque j'étais dirigeant du Conseil du grand Londres, j'ai refusé de limiter les subventions aux seules organisations juives agréées par cette organisation. J'ai ainsi fait subventionner des organisations juives de défense des droits des gays et lesbiennes qui n'avaient pas reçu son aval. Les tensions sont devenues dramatiques avec cette organisation quand j'ai dénoncé l'invasion illégale du Liban qui a abouti au massacre de Sabra et Chatila. La même année, je me suis impliqué dans une campagne interne au parti travailliste qui a amené le parti à reconnaître l'OLP comme la voix légitime des Palestiniens. Comme le montre cette histoire, le point d'opposition central entre moi et le Conseil n'est pas basé sur l'antisémitisme mais sur la position d'Israël.

L'expansion d'Israël a inclus des nettoyages ethniques. Les Palestiniens ont été chassés par la violence et la terreur. Les méthodes de l'Irgun ont été les mêmes que celles de Karadzic en Bosnie. Aujourd'hui, le gouvernement israélien continue de saisir les terres des Palestiniens et leur dénie le droit de revenir sur les terres dont ils ont été chassés. Ariel Sharon est un criminel de guerre et sa place est en prison. Aujourd'hui encore il continue d'organiser le terrorisme israélien.

Pour cacher cette situation, ceux qui le soutiennent diabolisent ses adversaires. D'abord ce furent les Palestiniens, puis tous les musulmans. Aujourd'hui, le gouvernement israélien donne une fausse image du racisme en Europe et présente les juifs comme les principales victimes du racisme et des discriminations. En réalité, ce sont les mêmes valeurs qui poussent à condamner l'Holocauste qui poussent à condamner la politique d'Israël.

Zvi Heifetz

Zvi Heifetz est l'ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni.

« Je suis prêt à rencontrer Ken. »

Source : The Guardian
Référence : « I'm ready to meet Ken », par Zvi Heifetz, *The Guardian*, 9 mars 2005.

Nous apprenons dès notre plus jeune âge que quand nous faisons quelque chose de mal, nous devons nous excuser et non reporter la faute sur les autres. C'est pourtant ce que fait Ken Livingstone. Au lieu de s'excuser pour avoir comparé un journaliste à un nazi travaillant dans les camps de concentration, il a voulu déplacer le débat.

Dans son texte, le maire de Londres précise qu'il n'est pas antisémite, " seulement " anti-Israélien. J'en conviens, ce n'est pas nécessairement la même chose. Pourtant, son texte peut facilement renforcer les préjugés contre les juifs. Ironiquement, ce type d'attaque intervient alors que, pour la première fois depuis de longues années, il y a une vraie chance de paix au Proche-Orient et que Ariel Sharon est reconnu par la communauté internationale pour son action courageuse. Le président Mahmoud Abbas condamne le terrorisme et le combat, contrairement à son prédécesseur. Les Palestiniens comprennent que la stratégie d'Arafat n'était pas la bonne, et les Israéliens qu'il faudra faire des concessions douloureuses.

Le changement de sujet de Livingstone doit être condamné mais il faut encore plus blâmer la méthode qui consiste à proférer des accusations sans fondements. Ainsi, dans sa présentation des évènements, Livingstone oublie les pogroms anti-juifs en Palestine en 1936 et la décision des pays arabes d'éliminer Israël en 1948, en 1967 et en 1973. De même, quand M. Livingstone condamne l'invasion israélienne du Liban, il oublie les attaques que nous subissions de ces territoires auparavant et l'actuelle occupation syrienne. M. Livingstone ne s'intéresse aux souffrance que dans un sens. Face à la montée de l'antisémitisme en Europe, son propos est mal venu.

Daphna Baram

Auteur et journaliste israélienne, Daphna Baram est l'auteur de *Disenchantment : The Guardian and Israel*.

« Le co-détenu de Sharon »

Source : The Guardian
Référence : « Sharon's cellmate », par Daphna Baram, *The Guardian*, 10 mars 2005.

J'ai lu Ken Livingstone et je suis d'accord avec lui. Je ne le crois pas antisémite. Pourtant, je suis en colère contre Ken et la gauche britannique en général. Laissez moi expliquer pourquoi.

Je suis d'accord, mon Premier ministre, Ariel Sharon est un criminel de guerre. Depuis le massacre de 69 civils en 1953, l'invasion du Liban en 1982 et les

massacres de Sabra et Chatila ou les bombardements de villes palestiniennes aujourd'hui, sa carrière est marquée par la criminalité la plus vile. J'ai dédié ma vie à en convaincre mon peuple et le votre. Toutefois, si la justice doit être la même pour tous, qu'en est-il de votre Premier ministre ? n'est-ce pas Tony Blair qui a envoyé l'armée britannique en Irak et fait massacrer des dizaines de milliers d'irakiens dans une guerre illégale construite sur la base d'un faux prétexte ? Si certains veulent enfermer Blair avec Sharon, ce dernier pourrait cependant protester légitimement. Après tout, il a moins de morts à son actif. Certes, la gauche britannique a été opposée à la guerre mais personne n'ose franchir le pas et traiter Blair d'assassin. Même Ken a choisi de rejoindre le parti du Premier ministre depuis la guerre. A cette époque, pourtant, les sinistres intentions états-uno-britanniques contre l'Iran et la Syrie étaient déjà dans l'air. Il faut être cohérent dans sa démarche. Que la gauche britannique adoucisse son discours vis-à-vis de Sharon ou le durcisse vis-à-vis de Blair, mais la torture, le meurtre et la guerre doivent être condamnés de la même façon.

Gunther Altenburg

Gunther Altenburg est secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les affaires politiques et la politique de sécurité.

« Le temps d'une plus grande implication de l'OTAN au Moyen-Orient est venu »

Source : Daily Star
Référence : « The time has come for a wider NATO role in the Middle East », par Gunther Altenburg, *Daily Star*, 10 mars 2005.

L'OTAN et le Moyen-Orient sont encore pour beaucoup des termes antinomiques. Pourtant, le temps d'étudier la façon dont l'OTAN peut contribuer à aider cette région est venu. Les changements au Moyen-Orient ne peuvent pas être importés de l'extérieur, mais les encouragements extérieurs peuvent être utiles. L'Europe et l'Amérique ont essayé, toutefois leur bilan est mitigé. Aujourd'hui, il y a un consensus entre l'Europe et l'Amérique pour que l'OTAN adopte une nouvelle approche. Cette nouvelle politique est composée de trois éléments :

- Le dialogue méditerranéen lancé il y a dix ans et qui regroupe sept pays avec lesquels nous développons notre coopération militaire.
- L'Initiative de Coopération d'Istanbul. cette initiative se focalise sur certaines question comme la réforme de la défense, l'entraînement commun et le combat contre le terrorisme. Plusieurs États du Golfe y ont déjà souscrit.
- L'entraînement des forces irakiennes.

Ces trois approches tiennent compte des spécificités régionales et une perception qui n'est pas toujours favorable dans le monde arabe. Pourtant, l'engagement de l'OTAN se développe et c'est dans ce sens que naissent des propositions en faveur de l'implication de l'OTAN dans le conflit israélo-palestinien. Mais pour cela, il faut d'abord un accord entre Israéliens et Palestiniens qui demanderait que l'OTAN joue un rôle.
Cette région va avoir un impact croissant sur la sécurité euro-atlantique. L'OTAN doit donc chercher comment y jouer un rôle positif.

Isabelle François

Ancienne consultante auprès du ministère de la Défense canadien sur la politique extérieure, le Dr. Isabelle François est la directrice du bureau d'information de l'OTAN auprès de l'Ambassade de Belgique à Moscou.

« L'Internet est pire que l'OTAN »

Source : Nezavissimaïa Gazeta
Référence : « ••••••••• •••••••••, ••• •••• », par Isabelle François, *Nezavissimaïa Gazeta*, 4 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

On m'avait prévenue qu'il serait difficile de changer l'opinion des Russes au sujet de l'OTAN. Je suis l'adversaire des stéréotypes négatifs et des vieilles idées, j'ai peu de moyens mais je suis confiante. Je suis là pour informer sur le rôle et la politique de cette alliance, ainsi que sur les activités du conseil Russie-OTAN. Cette année, nous allons soutenir différentes universités pour ouvrir des lieux de discussion sur les questions de sécurité internationale. Nous allons continuer à promouvoir les visites réciproques de représentants des deux parties, comme le dit le vieux dicton populaire russe " mieux vaut voir quelqu'un une fois que de l'entendre cent fois ".

Si l'OTAN n'a pas disparu en même temps que le pacte de Varsovie, c'est qu'elle est indispensable, elle s'est adaptée aux nouvelles menaces. Des représentants sont présents là où on ne peut se passer d'eux, dans les Balkans, en Afghanistan, en Irak, son rôle est de plus en plus important dans la régulation des conflits de l'ensemble du Proche-Orient. La situation n'est pas plus dangereuse aujourd'hui qu'avant la chute de l'URSS, elle revêt simplement un caractère différent.

L'action de l'Alliance est fondée sur la démocratie, les Droits de l'Homme et la primauté de la loi. Si l'alliance était un bloc militaire agressif plein de mauvaises intentions, elle aurait déjà disparu. Les cinq tâches essentielles sont : assurer la sécurité, mener des consultations, assurer la répression et la défense, la régulation des conflits et la création de partenariats. La lutte contre le terrorisme et les armes de destruction massive est un domaine où le partenariat est très actif avec la Russie.

L'OTAN est en pleine transformation, mais elle reste une organisation politico-militaire, l'un des objectifs consiste à se doter de moyens d'action. Les pays membres ont répété qu'ils n'ont pas l'intention d'ouvrir de bases militaires dans les futurs pays membres de l'Europe de l'Est, les pays baltes par exemple, que certains qualifient de " zone grise ", même chose pour les armes nucléaires. La conception de la sécurité nationale a évolué, le terrorisme a changé la donne, la conception des zones d'influence n'est plus valable, aujourd'hui, pour nos enfants comme pour les vôtres, l'Internet constitue une menace plus grande que l'OTAN se rapprochant des frontières de la Russie. La stabilité, la démocratie et la prospérité de vos voisins eux seuls favoriseront l'augmentation du degré de sécurité de la Russie. Quand les gens comprendront cela, il n'y aura plus aucun obstacle à l'élargissement des frontières géographiques de l'OTAN.

L'Union européenne a le droit de se prononcer en faveur d'une force d'intervention propre, sans participation des États-Unis. L'entente entre les deux organisations est bonne, même si leurs processus parallèles de création d'une force d'intervention sont deux initiatives indépendantes. L'Union européenne et l'OTAN ont collaboré sur le terrain en Bosnie Herzégovine dans

le cadre de l'opération " Altéia " suite à ce que nous appelons les accords " Berlin plus ".

Il y a quelques difficultés dans les relations OTAN-Russie, nous avons besoin de temps pour démontrer nos intentions et le public est toujours en attente de résultats immédiats. Je salue le courage de Sergeï Ivanov, favorable au partenariat, qui n'est pas soutenu par la majorité de la population. Les militaires russes semblent en majorité favorables même si les discussions sont âpres. D'après ce que j'ai compris, c'est à cause du processus bureaucratique interne que la Russie n'a pas signé l'accord sur le statut des forces militaires dans le cadre de notre " partenariat pour la paix ". Nous allons continuer le dialogue politique, nous avons discuté de questions difficiles, la Géorgie, l'Irak, l'Afghanistan. Nous avons actuellement 17 domaines de coopération et les ministres de la défense préparent la création d'une brigade russe de soldats de la paix. La Russie va aussi participer à l'opération anti-terroriste de l'OTAN " effort actif " en méditerranée.

Concernant l'Afghanistan, le commandement de l'OTAN a accepté avec compréhension la décision de la Russie d'apporter son aide, indispensable aux actions de l'alliance, sans être présent dans le pays. Pour ce qui est de l'Irak, je citerai simplement le secrétaire général de l'OTAN : " A l'heure actuelle, les discussions politiques continuent, nous poursuivons un seul et même but en Irak : former et équiper les forces nationales ".

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .